

Air Canada

Malgré les promesses des conservateurs, ce dossier de Mirabel/Dorval qu'ils préoyaient régler n'a pas encore été réglé.

Finalement, je voudrais dire, parce qu'il m'a posé plusieurs questions...

M. Fontaine: Une seule est importante.

M. Ouellet: ... que l'argent que la compagnie Canadair a coûté au gouvernement du Canada était de l'argent bien placé. Des centaines, des milliers d'emplois sont restés au Canada parce que le gouvernement libéral de l'époque a eu le courage de rescaper cette société qui était pour fermer, et de garder la technologie et la connaissance au Canada dans le domaine de l'aéronautique et de l'aviation. N'eût été de cette intervention du gouvernement canadien à l'époque, Canadair n'existerait plus et ces emplois très rémunérateurs, qui permettent à Montréal d'être à la fine pointe dans le domaine du transport aérien, ne seraient plus là et Canadair n'existerait plus. Je n'ai absolument aucune hésitation à défendre ce que le gouvernement précédent a fait pour sauver ces emplois à Montréal et maintenir Canadair. Et je dirai en terminant que le député de Lévis, s'il veut parler des différentes compagnies aériennes à travers le monde, je suis prêt à en parler n'importe quand. Qu'on me donne plus de temps à ma disposition et je continuerai à faire avec lui le tour des pays qui ont la décence d'avoir une compagnie aérienne nationale, alors que nous, notre gouvernement est en train de la vendre partiellement à des étrangers et à des amis qui vont se précipiter pour la fusionner à une autre compagnie et faire disparaître ce grand joyau du domaine aérien qu'est Air Canada.

● (1330)

[Traduction]

M. McDermid: Madame la Présidente, je désire m'arrêter à deux ou trois points. Premièrement, je remercie le très honorable chef de l'opposition (M. Turner) d'avoir nommé le député codirecteur pour la prochaine campagne électorale fédérale. Il lui a redonné vie. Nous pensions devoir rédiger une notice nécrologique pour lui. Il a à peine été entendu à la Chambre depuis trois ans et demi. De toute évidence, cette nomination lui a redonné l'inspiration et nous sommes heureux de le voir de nouveau parmi nous. Sa présence nous sera utile, il peut en être certain.

Je souligne au député qui veut nous faire la leçon en donnant la Lufthansa en exemple que cette société aérienne a été partiellement privatisée. Elle n'appartient pas à l'État à part entière. Je dis cela simplement pour éclairer la lanterne du député. Si on cherche un exemple de société aérienne appartenant entièrement à l'État, on peut citer Aeroflot, qui non seulement possède les avions, mais les construit également. C'est une entreprise entièrement intégrée. Le Nouveau parti démocratique adore cette formule, j'en suis sûr. Mais au plan de la sécurité, ses performances ne sont pas tellement enviables. Le député le sait, pour avoir été ministre des Transports. Ce sont les compagnies aériennes portugaise, saoudienne, Air-India, El Al, Olympic et pakistanaise qui sont des sociétés nationales. Chose qui intéressera le député, sont destinées à la privatisation les compagnies: Aer Lingus, Air France, Air New Zealand—sous un gouvernement socialiste—autrichienne, Iberia, Thai et Qantas, australienne, sous un gouvernement travailliste.

Il y a autre chose que j'aimerais signaler au député. Il affirme qu'il faut une société d'État pour desservir les régions éloignées. Or Air Canada ne va nulle part dans les territoires. En fait Air Canada dessert 28 points intérieurs. Canadian Airlines, encore cet horrible secteur privé car je sais que les libéraux n'aiment pas cela—dessert 70 points intérieurs.

Il y a une question à laquelle j'aimerais que le député réponde lorsqu'il interviendra pour pousser le grand cri d'alarme au sujet de cette compagnie qui va être prise en charge par l'étranger parce que les Canadiens ne sont pas assez forts pour la faire marcher et qu'elle va être accaparée: si les Américains tenaient tant à prendre en charge nos compagnies aériennes, pourquoi ne l'ont-ils pas encore fait? C'est parce que les Canadiens croient en leurs compagnies aériennes. Voyez le CP. CP était une société étrangère et les Canadiens l'ont rachetée. Voyez ce que Max Ward a fait avec sa formidable compagnie Wardair.

Le député ne croit pas aux Canadiens. Seul l'État peut agir pense-t-il. Voilà l'opinion libérale. Voilà ce que nous avons entendu d'un bout à l'autre du discours du député; il n'y a que l'État pour agir. Laissés à eux-mêmes, les Canadiens ne peuvent rien faire sans l'État. S'il y a une chose que je peux dire au député, c'est que les Canadiens ont prouvé depuis trois ans et demi qu'il avait tort. Le secteur privé a créé 1,2 million d'emplois.

Quand le secteur privé a les mains libres il fait ce qu'il faut, mais pas quand il est tenu en laisse par les libéraux. Quand les libéraux prennent le contrôle, ils tiennent à intervenir et à tout faire marcher. Ils veulent tout contrôler avec l'aide de leurs petites soeurs gauchistes d'à côté. Voilà comment les choses se passent au pays.

Eh bien, voilà une chose dont les Canadiens ne veulent pas. Quand nous lâchons la bride au secteur privé, les Canadiens voient ce qu'il peut faire, le magnifique travail qu'il accomplit et va continuer d'accomplir. Elle est finie la scie libérale qui veut que seul le gouvernement soit capable de faire marcher le Canada.

La présidente suppléante (Mme Champagne): La période des questions et observations est terminée, mais j'accorde un peu de temps au député pour répondre.

[Français]

M. Ouellet: Je vous remercie, madame la Présidente. Je ne suis pas du tout impressionné par la rhétorique du député de Brampton—Georgetown (M. McDermid). Il a donné une liste de compagnies qui pourraient être privatisées, incluant une des compagnies les plus importantes en Europe, savoir Air France. Ce n'est pas parce qu'elles pourraient être privatisées qu'elles le seront. Ce ne sont pas des compagnies privatisées encore, ce sont des compagnies de la Couronne qui appartiennent au gouvernement de ces différents pays. Ce n'est pas parce que le Canada s'apprête à faire une erreur que c'est nécessairement sûr que ces autres pays qu'il a mentionnés vont faire la même erreur.

Deuxièmement, je voudrais dire à l'honorable député que la façon de louer les compagnies privées qui opèrent au Canada n'entre absolument pas en conflit ou en contradiction avec notre position en faveur d'Air Canada. Au contraire, notre gouvernement a permis à des compagnies privées d'avoir une part importante du marché au Canada, et les succès de